

Madame, Monsieur,

Le verdict des élections législatives a créé une situation inédite pour notre pays. En plaçant le Président de la République en minorité, les Français lui ont envoyé un message puissant. Il ne pourra plus gouverner seul et, au lieu de mépriser les Français, notamment les plus modestes d'entre eux et les ruraux, il devra écouter, discuter, négocier pour trouver des compromis, dans l'intérêt supérieur du pays.

Alors que nous entrons dans une période politique qui voit le Parlement reprendre l'importance qu'il mérite, je tenais d'abord à vous remercier de m'avoir renouvelé votre confiance. Le sursaut républicain que vous avez exprimé par vos suffrages m'honore et m'oblige. A travers cette lettre, je souhaite vous exposer le cap que je veux donner à ce nouveau mandat.

La France subit depuis plusieurs années des crises successives : crise sanitaire, services publics en déclin, perte massive de pouvoir d'achat... Les réponses apportées par le Gouvernement n'ont pas été à la hauteur et ont renforcé la défiance des Français à l'égard des responsables politiques. Cette défiance s'est exprimée de deux façons : soit par le vote extrême, soit par l'abstention. Les citoyens qui se sont rendus aux urnes ont montré leur volonté de contraindre les élus de sensibilités politiques différentes à s'entendre pour faire avancer le pays.

J'ai toujours été un opposant à Emmanuel Macron. Cependant, j'aime mon pays et j'ai conscience de la responsabilité qui est la mienne. Celle de parvenir à trouver des compromis au Parlement dans l'intérêt de tous. D'ores et déjà, je suis au travail. Au mois de juillet, nous discutons deux lois essentielles sur le pouvoir d'achat et sur la situation sanitaire. A l'initiative des communistes, j'ai également signé une proposition de loi pour baisser les taxes sur les carburants afin de protéger le portefeuille de ceux qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture tous les jours.

Sur les lois « pouvoir d'achat » et « veille sanitaire », mon positionnement a été guidé par le degré d'ouverture du Gouvernement au compromis. Si nous avons obtenu des avancées concrètes pour le pouvoir d'achat des Français concernant le coût de l'essence, des denrées alimentaires, de l'énergie, du logement ou de la petite enfance, j'aurais soutenu cette loi. Si nous avons obtenu l'ouverture de négociations sur les salaires ou une hausse du SMIC à la place de primes facultatives, j'aurais soutenu cette loi. Si nous avons obtenu du Gouvernement qu'il mène une politique sanitaire transparente dans l'écoute et le dialogue permanents avec les citoyens, les experts, les associations, les entreprises et les élus locaux, j'aurais soutenu cette loi.

Je veux aussi que ce mandat soit le vôtre. C'est pour cette raison que je lancerai à la rentrée une instance physique et numérique afin de vous faire participer à l'élaboration des lois. Car cette élection et mon précédent mandat m'ont appris que la politique ne peut pas être bien conçue sans ceux pour qui elle est faite. Je souhaite aussi organiser fréquemment des débats ouverts à tous, afin d'échanger ensemble sur l'actualité politique et parlementaire.

Comme je l'avais promis, je serai votre député, votre porte-parole à Paris, votre relais à toutes et à tous. Vous pouvez compter sur mon engagement sans faille pour le Comminges et le Savès.

Bien fidèlement,

Joël AVIRAGNET